



CINQUANTE ANS DE LA CEDEAO

| Les origines d'une union
régionale

BURKINA FASO

| Le gouvernement instaure
une immersion patriotique
obligatoire pour les élèves

ALGÉRIE

| Trois ex-candidats à la
présidentielle de 2024
condamnés à dix ans de
prison ferme pour corruption

CÔTE D'IVOIRE

| Jean-Louis Billon appelle
à une nouvelle convention
démocratique pour désigner
un candidat légitime à la
présidentielle de 2025

GRAND FORMAT

*Banque
africaine de
développement*

LE PARI SIDI OULD TAH



SOMMAIRE

POLITIQUE

ALGÉRIE : TROIS EX-CANDIDATS À LA PRÉSIDENTIELLE DE 2024 CONDAMNÉS À DIX ANS DE PRISON FERME POUR CORRUPTION

4

GÉNOCIDE DES TUTSIS AU RWANDA : LE PARQUET RELANCE LA PROCÉDURE CONTRE AGATHE HABYARIMANA

5

CÔTE D'IVOIRE : JEAN-LOUIS BILLON APPELLE À UNE NOUVELLE CONVENTION DÉMOCRATIQUE POUR DÉSIGNER UN CANDIDAT LÉGITIME À LA PRÉSIDENTIELLE DE 2025

6

MALI : ATTAQUE MEURTRIÈRE DU JNIM CONTRE LE CAMP MILITAIRE DE DIOURA – 41 SOLDATS TUÉS

7

RDC : MALGRÉ LA LEVÉE DE SON IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE, JOSEPH KABILA ACCUEILLI À GOMA PAR CORNEILLE NANGAA

8

GRAND FORMAT

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT
LE PARI SIDI OULD TAH



09 - 19

ÉCONOMIE

CÔTE D'IVOIRE : ABIDJAN ABRITE LA PREMIÈRE BOURSE DES MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES D'AFRIQUE DE L'OUEST

21

CONSEILS D'ATHARI
UNE SÉRIE POUR PENSER, STRUCTURER ET TRANSFORMER VOTRE ENTREPRISE

22 - 25

SOCIÉTÉ

SANTÉ MENTALE AU TRAVAIL : DÉCRYPTAGES ET SOLUTIONS POUR L'AFRIQUE

27 - 29

BURKINA FASO : LE GOUVERNEMENT INSTAURE UNE IMMERSION PATRIOTIQUE OBLIGATOIRE POUR LES ÉLÈVES

30

POLITIQUE

Politique

Algérie : Trois ex-candidats à la présidentielle de 2024 condamnés à dix ans de prison ferme pour corruption

Trois anciens prétendants à l'élection présidentielle algérienne de septembre 2024 ont été condamnés à dix ans de prison ferme pour des faits de corruption, selon un jugement rendu le 26 mai. Il s'agit de Saida Neghza, femme d'affaires, de Belkacem Sahli, ancien ministre, et d'Abdelhakim Hamadi, dirigeant d'un laboratoire vétérinaire. En plus de leur peine de prison, ils ont été condamnés à verser une amende d'environ 6 700 euros.

Le tribunal a établi que ces trois individus avaient tenté d'acheter des parrainages pour valider leur candidature à la présidentielle. Leurs dossiers avaient été rejetés par l'autorité électorale, et ils avaient été placés sous contrôle judiciaire en août 2024. Selon le parquet, l'enquête a révélé que 50 élus avaient reconnu avoir reçu de l'argent en échange de leur soutien, et qu'une dizaine d'intermédiaires avaient participé à la collecte des fonds.



L'affaire a donné lieu à des poursuites contre plusieurs dizaines d'autres personnes. Au total, 70 individus ont été condamnés à des peines de prison allant de cinq à huit ans, pour des infractions telles que le trafic d'influence et l'abus de fonction. Parmi les condamnés figurent des membres de la famille de Saida Neghza, des élus locaux, ainsi que des représentants d'une organisation patronale. Quelques personnes ont été acquittées, selon la presse algérienne. Les condamnés disposent de dix jours pour faire appel de cette décision.

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)



**LE CENTRE MÉDICAL
PAUL LANGERHANS
(CMPL)**

SPECIALITÉS

**DIABÈTE,
TROUBLES
MÉTABOLIQUES,
NUTRITION CLINIQUE,
MEDECINE GÉNÉRALE,
GYNÉCOLOGIE,
PÉDIATRIE,
LABORATOIRE.**

CONTACTS

**07 10 78 14 06
27 22 34 55 60**

**CDNA.MEDICAL@GMAIL.
COM**

LOCALISATION

**RIVIERA PALMERAIE,
ROSISERS PROGRAMME 2,
BARRIÈRE 2**



Politique **Génocide des Tutsis au Rwanda : le parquet relance la procédure contre Agathe Habyarimana**

Il critique la multiplication des recours, qualifiant l'appel du parquet de « manœuvre désespérée » destinée à retarder l'issue de la procédure. « La prochaine étape attendue est que le juge d'instruction puisse rendre son ordonnance définitive, ce qui permettra de rendre justice et de restaurer l'honneur de ma cliente », a-t-il déclaré.

Du côté des parties civiles, la lenteur du processus judiciaire est vivement déplorée, mais l'espoir d'un procès reste intact. Me Richard Gisagara, avocat des victimes, souligne : « Les victimes sont les premières à regretter la durée de cette affaire, mais elles espèrent toujours qu'Agathe Habyarimana puisse répondre des accusations qui pèsent sur elle devant la justice. » Cette affaire, emblématique des lenteurs de la justice dans les dossiers liés au génocide des Tutsis, continue de soulever des attentes, des controverses, mais aussi un besoin pressant de vérité et de reconnaissance pour les survivants.

Dix jours après la décision de clore, une nouvelle fois, l'enquête en France sans mise en examen d'Agathe Habyarimana, le Parquet national antiterroriste (PNAT) a annoncé, lundi 26 mai, avoir fait appel de l'ordonnance des juges d'instruction. Ces derniers avaient justifié leur refus de poursuivre la veuve de l'ancien président rwandais, assassiné en 1994, pour « complicité de génocide ».

Ce rebondissement marque une nouvelle étape dans une affaire judiciaire qui s'étire depuis plusieurs années. Le 16 mai, les juges d'instruction avaient rendu une ordonnance de non-lieu partiel, concluant « qu'il n'existe pas, à ce stade, d'indices [...] montrant que [la veuve de l'ancien

président hutu] ait pu être complice d'actes de génocide ». Âgée de 82 ans, Agathe Habyarimana est placée sous le statut de témoin assisté depuis 2016, dans une enquête ouverte dès 2008. Si elle échappe pour l'heure à un procès, plusieurs associations de victimes la désignent comme l'une des figures centrales de l'« akazu », le cercle rapproché du pouvoir hutu accusé d'avoir orchestré le génocide.

Une « stratégie dilatoire » dénoncée

Alors que la chambre de l'instruction devra à nouveau se prononcer sur une éventuelle mise en examen, l'avocat d'Agathe Habyarimana, Me Philippe Meilhac, fustige ce qu'il perçoit comme un acharnement judiciaire.



**ECLAIR
CONSULTING**

*la langue au
service de
l'influence
africaine*

En savoir plus :
<https://eclairconsulting.net/>

(+225) 27 22 20 41 68 |
(+225) 07 87 59 89 97
info@eclairconsulting.net

Immeuble Juridis /
Riviera Palmeraie route
Y4 Abidjan, Abidjan,
Cote d'Ivoire

Lire plus : <https://hamanie.news/>



Politique

Côte d'Ivoire : Jean-Louis Billon appelle à une nouvelle convention démocratique pour désigner un candidat légitime à la présidentielle de 2025

Le député de Dabakala, Jean-Louis Billon, a officiellement annoncé sa candidature à l'élection présidentielle d'octobre 2025, lors d'une conférence de presse tenue le 26 mai à l'hôtel Azalai à Abidjan. Dans un discours empreint de détermination, il a affirmé son engagement à défendre les intérêts du peuple ivoirien et à rester fidèle à l'héritage des anciens chefs d'État du pays.

« Je suis candidat à l'élection présidentielle de 2025. Je prends mes responsabilités et je ne me tairai pas face à la souffrance du peuple de Côte d'Ivoire », a-t-il déclaré, appelant à une prise de conscience urgente au sein du PDCI-RDA, son parti. Jean-Louis Billon a vivement critiqué le processus ayant conduit à l'élection de Tidjane Thiam à la tête du parti, qualifiant le dernier congrès de « controversé » et dénonçant une direction « imposée », susceptible de fragiliser l'unité et la légitimité du PDCI.



Face à l'absence d'un candidat désigné pour la présidentielle, qu'il a qualifiée de « honteuse », Billon a plaidé pour la tenue d'une nouvelle convention démocratique afin de désigner un candidat légitime, issu d'un processus transparent. « Le PDCI doit impérativement se réorganiser et partir en ordre de bataille pour reconquérir le pouvoir », a-t-il martelé.

Évoquant sa vision pour la Côte d'Ivoire, le député a promis une gouvernance fondée sur la justice sociale, la transparence et l'équité. Il a mis l'accent sur la modernisation des infrastructures, la valorisation de l'agriculture, et l'accélération de la transition numérique. « Mon projet pour la Côte d'Ivoire vise à garantir que chaque citoyen se sente chez lui, du nord au sud, de l'est à l'ouest », a-t-il

affirmé.

Jean-Louis Billon a également souligné l'importance d'une écoute active des populations et d'une démarche collective pour bâtir une nation plus juste et solidaire. Il a rejeté les accusations de manœuvres visant à déstabiliser le PDCI, appelant au contraire à un débat démocratique et apaisé au sein du parti.

S'agissant du processus électoral, il a exprimé ses doutes quant à la révision effective de la liste électorale, tout en soulignant la nécessité de participer massivement aux scrutins pour opérer une alternance démocratique. Il a aussi précisé que, conformément à l'article 48 de la Constitution, la double nationalité est incompatible avec l'acquisition d'une autre nationalité.

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

MianAgency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**



Le 23 mai 2025, le camp militaire de Dioura, dans la région de Mopti au centre du Mali, a été la cible d'une attaque particulièrement violente, menée par les jihadistes du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), affilié à al-Qaïda. L'assaut a coûté la vie à 41 soldats maliens, selon des sources sécuritaires locales. Le groupe jihadiste a revendiqué l'opération et publié des vidéos montrant les soldats tués ainsi que les équipements militaires saisis.

L'attaque a débuté en début d'après-midi, peu avant 14 heures, et les assaillants ont conservé le contrôle du camp jusqu'à tard dans la nuit. Aucun renfort militaire n'est intervenu pendant l'attaque, et aucune couverture aérienne n'a

été signalée. Ce n'est que le dimanche suivant que des unités supplémentaires ont été déployées sur place pour constater l'ampleur des pertes. À ce jour, l'armée malienne n'a publié aucun communiqué officiel sur cette attaque.

Des témoignages civils font état de la présence des jihadistes non seulement à l'intérieur du camp, mais également dans la ville de Dioura le lendemain de l'assaut, ce qui témoigne de leur liberté de mouvement temporaire dans la zone. Les images diffusées par le JNIM au cours du week-end sont d'une grande violence. Elles montrent des dizaines de corps de soldats maliens, des scènes de saccage à l'intérieur du camp, ainsi que l'incendie de plusieurs installations militaires.

Politique

Mali : Attaque meurtrière du JNIM contre le camp militaire de Dioura — 41 soldats tués

Comme à son habitude, le groupe jihadiste met en scène ses « prises de guerre » : véhicules blindés, armes légères et lourdes, munitions, téléphones portables, papiers d'identité de militaires tués, et autres équipements.

Le chef du camp et son adjoint figurent parmi les victimes. Une source sécuritaire malienne déplore des défaillances en amont : « Il y avait eu des alertes, mais la hiérarchie a été trop négligente. » Elle parle d'une « attaque terrible » et évoque un camp littéralement « dévalisé ».

Cette attaque intervient dans un contexte sécuritaire extrêmement tendu au Mali, marqué par la recrudescence des violences jihadistes, en particulier dans les régions centrales. Elle souligne à nouveau la vulnérabilité persistante des positions militaires maliennes face aux groupes armés, malgré les discours officiels sur la souveraineté retrouvée et les efforts de réorganisation des forces armées.



**ATHARI
ADVISORS**

Un cabinet de conseil
engagé dans
la transformation
durable

[https://athari-
as.com/](https://athari-as.com/)
+2250759956898
infos@athari-as.com

Lire plus : <https://hamanie.news/>

L'actualité pour l'Afrique et par l'Afrique



L'ancien président de la République démocratique du Congo, Joseph Kabila, a effectué un retour remarqué à Goma, dans l'est du pays, suscitant de nombreuses réactions au sein de la classe politique et de la société civile. Selon plusieurs sources proches de l'ancien chef d'État et du groupe politico-militaire AFC/M23, son arrivée a eu lieu dans la nuit du 26 mai, après un trajet qui l'a mené depuis l'Afrique australe, via un pays d'Afrique de l'Est et Kigali.

Ce retour, annoncé par Kabila lui-même le 23 mai, marque un tournant majeur dans sa trajectoire politique, après plus d'un an passé en exil. Accueilli par Corneille Nangaa, figure politique de premier plan, Kabila a également reçu un message de bienvenue de l'AFC/M23, qui s'est félicité de sa décision de revenir au pays. Le coordonnateur du mouvement a salué

un « choix courageux », particulièrement significatif dans le contexte actuel de la RDC.

Emmanuel Ramazani Shadary, secrétaire permanent du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), a lui aussi commenté cette réapparition publique. Il a déclaré que Kabila était à Goma pour dialoguer avec des personnalités politiques et des représentants de la société civile, dans une volonté affichée de « recherche de la paix ». Il a évoqué des discussions à venir avec des groupes armés, à l'image des démarches entreprises par des responsables religieux et d'autres médiateurs civils. Shadary a par ailleurs défendu la place de Joseph Kabila en tant qu'acteur politique de premier plan, estimant qu'il conserve une réelle capacité à manœuvrer dans un environnement politique complexe.

Politique

RDC : Malgré la levée de son immunité parlementaire, Joseph Kabila accueilli à Goma

Pour l'heure, aucun programme officiel n'a été rendu public concernant ses activités à Goma. Toutefois, des proches de l'ancien président ont indiqué qu'une réunion avec Corneille Nangaa était prévue, ainsi qu'une autre séance de travail avec son cercle rapproché afin de planifier les étapes suivantes de son séjour. Avant son retour, Kabila avait dénoncé ce qu'il qualifie de « dictature » instaurée par son successeur, laissant présager une opposition plus directe dans les mois à venir. L'AFC/M23 a profité de l'occasion pour lancer un appel aux autres acteurs politiques, les invitant à rejoindre Goma et à s'inscrire dans une logique de dialogue républicain. Le retour de Joseph Kabila pourrait ainsi marquer le début d'une nouvelle dynamique politique en RDC, dans un contexte national fragilisé par l'instabilité sécuritaire et les tensions institutionnelles.

La durée de son séjour à Goma demeure incertaine, mais cette réapparition publique de l'ancien président est, à n'en pas douter, un événement à suivre de près — tant pour ses répercussions politiques que pour son impact potentiel sur la stabilité régionale.

MianAgency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

L'actualité pour l'Afrique et par l'Afrique

A portrait of Sidi Ould Tah, a middle-aged man with grey hair and a mustache, wearing a dark blue suit, a light blue shirt, and a purple patterned tie. He is smiling slightly.

GRAND FORMAT

*Banque africaine
de développement*

LE PARI SIDI OULD TAH

Banque africaine de développement

LE PARI SIDI OULD TAH



Le 29 mai 2025, Sidi Mohamed Ould Tah est élu président de la Banque africaine de développement (BAD), devenant ainsi le premier Mauritanien à prendre les rênes de cette institution continentale majeure. Cette élection marque l'aboutissement d'un parcours riche et méthodique, au croisement de l'expertise économique, de l'engagement public et du multilatéralisme stratégique. Retour sur le cheminement d'un homme discret, mais résolument tourné vers l'action.

Origines et héritage politique

Né le 31 décembre 1964 à Mederdra, dans la région du Trarza, au sud-ouest de la Mauritanie, Sidi Ould Tah grandit dans une famille d'intellectuels et de serviteurs de l'État. Son grand-père maternel, Mohamed Salem Ould Mkhairat, fut un proche du président Moktar Ould Daddah et participa activement à la fondation de l'État mauritanien après l'indépendance. Il fut ministre des Finances, de l'Intérieur et de la Pêche, et figura parmi les représentants africains présents à Khartoum en 1963 lors de la création de la BAD. Cet héritage familial, ancré dans le service public et les idéaux panafricains, façonnera durablement la vision de Sidi Ould Tah.



Commission de sécurité alimentaire, à la mairie de Nouakchott, puis au Port autonome de Nouakchott. Ces premières fonctions lui permettent d'allier compréhension des rouages administratifs et immersion dans les enjeux économiques concrets du pays.

En 1996, il rejoint la capitale soudanaise, Khartoum, pour travailler à l'Autorité arabe pour l'investissement et le développement agricole (AAAID) comme analyste financier. Trois ans plus tard, il intègre la Banque islamique de développement (BID) à Djeddah, où il occupe pendant sept ans plusieurs fonctions, dont celle d'assistant technique du président. Cette expérience lui offre une connaissance approfondie des mécanismes de financement multilatéral et des partenariats interrégionaux.

Ministre dans un contexte de réformes

En 2006, il rentre en Mauritanie et devient conseiller économique à la présidence, puis à la primature. En juillet 2008, il est nommé ministre de l'Économie et des Finances, puis ministre des Affaires économiques et du Développement. Il restera au gouvernement jusqu'en 2015, contribuant à plusieurs réformes structurelles. Sous sa conduite, la Mauritanie améliore sa gouvernance macroéconomique, attire des financements extérieurs, et engage des chantiers majeurs d'infrastructures. Il renforce notamment la coopération avec les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux.

Un parcours académique d'excellence

Après l'obtention de son baccalauréat, Sidi Ould Tah entame des études en sciences économiques à l'Université de Nouakchott. Il y obtient une licence avant de poursuivre son cursus en France, où il se distingue par sa rigueur académique. Il obtient un Diplôme d'Études Approfondies (DEA) en économie à l'Université Paris VII, puis un doctorat en sciences économiques à l'Université de Nice Sophia Antipolis. En complément, il suit plusieurs programmes exécutifs dans des institutions de renom, notamment à la Harvard Kennedy School (États-Unis), à la London Business School (Royaume-Uni) et au Swiss Finance Institute (Suisse).



De la finance au service public

Sa carrière professionnelle débute dès 1984 à la Banque mauritanienne pour le développement et le commerce (BMDC). Il exerce ensuite dans différents services publics en Mauritanie : à la



À la tête de la BADEA : une décennie de transformation

En avril 2015, Dr Ould Tah est nommé directeur général de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), basée à Khartoum. Il en fera une institution de référence dans le paysage du financement africain. Sous sa direction, la BADEA multiplie ses engagements, quadruple la taille de son portefeuille d'interventions, adopte une stratégie orientée vers les projets à fort impact, et obtient une notation de crédit AAA.

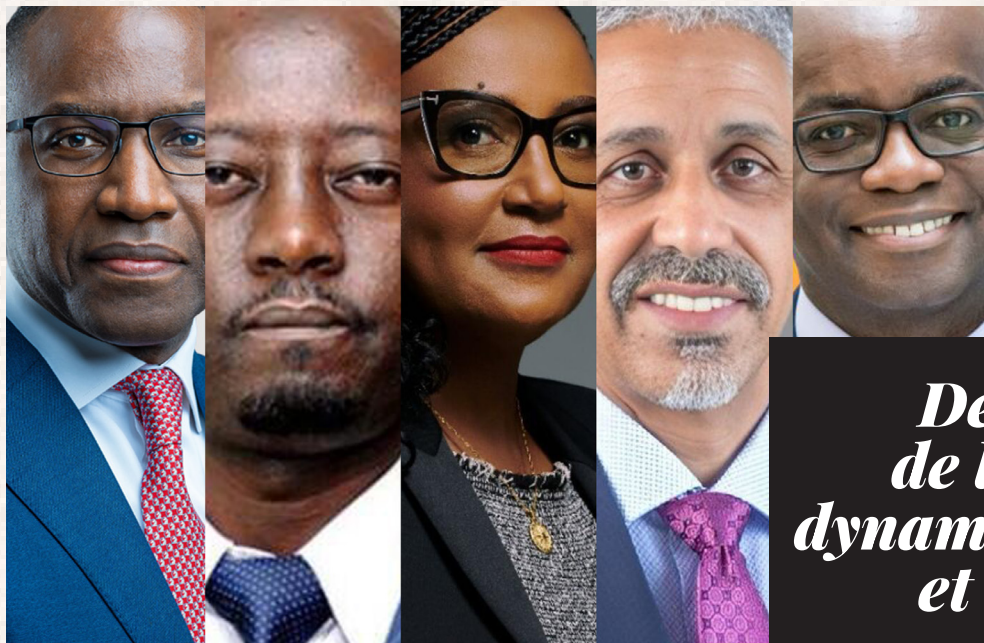
En avril 2024, il supervise la première émission d'euro-obligations de l'institution pour un montant de 500 millions d'euros, illustrant sa capacité à innover en matière de mobilisation des ressources. La BADEA devient, sous sa gouvernance, un acteur stratégique du financement des projets structurants en Afrique subsaharienne.



Un président attendu à la BAD

Le 29 mai 2025, à Abidjan, lors des assemblées annuelles de la Banque africaine de développement, Dr Sidi Ould Tah est élu président de la BAD au troisième tour de scrutin, avec 76,18 % des voix. Son élection est saluée comme celle d'un homme de dossiers, d'expérience et d'équilibre, à un moment où l'Afrique est confrontée à de nombreux défis : endettement croissant, ralentissement de la croissance, besoins d'infrastructures massifs, pression démographique et vulnérabilité climatique.

Dans son discours de victoire, il s'engage à poursuivre les réformes, à renforcer la mobilisation des ressources, à soutenir les secteurs clés tels que l'agriculture, l'énergie et l'emploi des jeunes, et à positionner la BAD comme acteur central de la réforme de l'architecture financière mondiale au service du continent africain.



Décryptage de l'élection : dynamiques, enjeux et alliances

L'élection de Dr Sidi Ould Tah à la tête de la Banque africaine de développement, le 29 mai 2025 à Abidjan, ne s'est pas jouée seulement sur des considérations techniques. Elle a été l'expression de rapports de force régionaux, de repositionnements stratégiques entre pays africains, et d'une certaine recomposition des équilibres géopolitiques dans un contexte post-COVID où la souveraineté économique devient centrale dans les discours africains.

Profil des candidats : compétences, réseaux, sensibilités

Parmi les cinq candidats en lice, chacun incarnait un courant, une école de pensée et un positionnement politique au sein de la diplomatie économique africaine.

Sidi Ould Tah (Mauritanie) : Économiste rigoureux, peu clivant, il apparaissait comme un choix consensuel. Sa décennie à la tête de la BADEA, qu'il a modernisée avec succès, a plaidé en sa faveur. Il a su rassurer les pays africains francophones comme anglophones, en se tenant à distance des querelles d'influence.

Samuel Munzele Maimbo (Zambie) : Vice-président de la Banque mondiale, technocrate reconnu, il bénéficiait de solides appuis parmi les pays d'Afrique australe et au sein des non-régionaux (États-Unis, Royaume-Uni). Sa candidature incarnait une expertise globale, mais a pu pâtir d'une image trop alignée sur les logiques multilatérales occidentales.

Amadou Hott (Sénégal) : Ancien ministre et vice-président de la BAD, il disposait d'un fort capital relationnel au sein de l'institution et dans l'espace CEDEAO. Toutefois, sa candidature n'a pas cristallisé de consensus au-delà de son cercle proche.

Bajabulile Swazi Tshabalala (Afrique du Sud) : Seule femme en lice, elle incarnait une candidature symbolique et institutionnelle, mais n'a pas recueilli un soutien suffisant au sein des pays membres. Elle reste toutefois une figure respectée au sein de la banque.

Mahamat Abbas Tolli (Tchad) : Gouverneur de la BEAC, technicien compétent, mais sa candidature a été perçue comme peu dynamique et peu susceptible de rallier un bloc régional fort.



Déroulement du scrutin

Le processus électoral a nécessité trois tours de vote, conformément aux statuts de la BAD exigeant une double majorité : celle des votes de l'ensemble des membres et celle des membres régionaux africains.



Premier tour : Samuel Maimbo a pris la tête avec 40,41 % des voix, suivi de Sidi Ould Tah avec 33,21 %. Amadou Hott a obtenu 17,62 %, Bajabulile Swazi Tshabalala 8,24 %, et Mahamat Abbas Tolli 0,52 %, ce dernier étant éliminé.



Deuxième tour : Sidi Ould Tah a renforcé sa position, obtenant 48,41 % des votes régionaux, surpassant Samuel Maimbo (26,57 %). Bajabulile Swazi Tshabalala a été éliminée avec 5,9 % des voix.



Troisième tour : Sidi Ould Tah a remporté l'élection avec 76,18 % des voix totales, contre 20,26 % pour Samuel Maimbo et 3,55 % pour Amadou Hott. Il a également obtenu 72,37 % des votes régionaux.





Bajabulile Swazi
TSHABALALA
(Afrique du Sud)



Amadou HOTT
(Sénégal)



Sidi Ould TAH
(Mauritanie)



Samuel Munzele
MAIMBO (Zambie)



Abbas Mahamat TOLLI
(Tchad)

Lecture politique des soutiens africains et non africains

La victoire de Sidi Ould Tah au troisième tour, avec plus de 76 % des voix, a été permise par un jeu subtil d'équilibres diplomatiques :

Les pays africains francophones (Côte d'Ivoire, Bénin, Tunisie, Congo-Brazzaville) ont été parmi ses premiers soutiens, séduits par son profil sobre et sa vision « africaine des solutions africaines ».

Le Nigeria, malgré son poids, n'a pas cherché à imposer un candidat après le double mandat de son ressortissant Adesina. Il a opté pour une position d'équilibre en ralliant tardivement Ould Tah, préférant la stabilité régionale à une confrontation.

La Mauritanie, pays du Maghreb et du Sahel, a bénéficié d'une position géopolitique charnière qui a favorisé une lecture transversale de la candidature.

Les non-régionaux (Italie, France, Japon, pays arabes) ont perçu en Ould Tah un dirigeant expérimenté, moins clivant qu'Adesina, capable de maintenir la crédibilité financière de la banque sans politisation excessive.

Cette élection a ainsi reflété une volonté collective de tourner la page d'une ère marquée par une forte personnalisation de la présidence, pour revenir à une logique de coopération discrète mais efficace.

Signification de la victoire dans le contexte post-COVID, souverainisme économique et recomposition des leaderships africains

L'élection de Sidi Ould Tah intervient dans un moment charnière. L'Afrique, durement éprouvée par la pandémie, se retrouve face à des défis immenses : redressement économique, réduction de la dépendance extérieure, renégociation de sa dette, et nécessité de réformer l'architecture financière mondiale.

La victoire d'un profil discret mais stratégique comme Ould Tah traduit :

Un besoin de recentrage sur la mission fondamentale de la BAD : le financement du développement, plutôt que la recherche d'un rayonnement personnel du président. Son approche plus technocratique rassure à la fois les États africains et les bailleurs.

Un signal de maturité politique des pays africains : qui ont su éviter les logiques de confrontation régionale ou linguistique au profit d'un consensus pragmatique.

Une montée du souverainisme économique lucide : Ould Tah incarne la défense d'une vision africaine qui valorise les

ressources internes du continent et encourage la mobilisation de l'épargne africaine comme levier stratégique. Il s'est inscrit dans une perspective où l'Afrique ne doit plus « attendre l'extérieur pour se développer », mais structurer son propre capital.

Une recomposition des leaderships africains : alors que de nouveaux pôles économiques et diplomatiques émergent (Rwanda, Maroc, Égypte, Côte d'Ivoire), la BAD pourrait devenir un terrain d'expression d'un nouveau multilatéralisme africain, moins dépendant des anciennes puissances tutélaires, et plus ouvert à des partenariats Sud-Sud.

L'élection de Sidi Ould Tah ne s'inscrit pas uniquement dans une logique de gestion bancaire. Elle traduit une aspiration plus profonde à réaffirmer le rôle de la BAD comme institution africaine au service des États, dans un contexte où l'Afrique cherche à redéfinir sa place dans le monde — non plus comme périphérie économique, mais comme acteur stratégique du XXI^e siècle.

Les non-régionaux à la BAD : influence, stratégie et regard sur l'Afrique



Depuis sa création en 1964, la Banque africaine de développement a toujours articulé son identité autour d'un double ancrage : africain par vocation, international par financement. Les pays dits « non régionaux », parmi lesquels figurent les États-Unis, la France, le Japon, la Chine, l'Allemagne, le Canada ou encore la Corée du Sud, détiennent une place clé au sein de l'institution. Leur poids dans le capital de la banque et leur expertise technique en font des partenaires incontournables, mais également des acteurs influents dans les décisions stratégiques.

Contributions au capital : des bailleurs essentiels

Les membres non africains représentent environ 40 % du capital souscrit de la BAD. Cette contribution significative leur confère une position privilégiée dans le financement des programmes, la reconstitution du Fonds africain de développement (FAD) et la mobilisation de ressources sur les marchés financiers internationaux. Les États-Unis, principal actionnaire non régional, sont traditionnellement très actifs sur les questions de gouvernance. Le Japon, de son côté, soutient fortement les projets d'infrastructure et de connectivité via l'initiative EPSA. La France demeure un partenaire constant, notamment dans les financements climatiques et sociaux, tandis que la Chine, entrée dans le capital en 1985, a progressivement accru sa présence à travers des cofinancements ciblés, notamment dans le transport et l'énergie. Si ces pays ne disposent pas de majorité statutaire, leurs engagements financiers renforcent leur capacité d'influence, tant dans la gestion courante que dans les grandes orientations de la banque.

Un pouvoir d'influence structurant mais encadré

Bien que les droits de vote des non-régionaux soient plafonnés à 40 % afin de préserver la majorité africaine, leur influence réelle dépasse souvent le cadre formel. Ils interviennent dans les comités stratégiques, influencent les normes de gouvernance, soutiennent ou freinent certaines initiatives selon des logiques de coalition, et participent activement à l'évaluation des risques. Leur maîtrise des outils d'ingénierie financière, ainsi que leur expérience des agences multilatérales, leur permettent de peser sur les priorités de l'institution, notamment en matière de transparence, de soutenabilité de la dette, ou de structuration des partenariats public-privé. En ce sens, leur influence est autant technique que politique, même si elle reste encadrée par les règles d'équilibre statutaire.

Leur position sur l'avenir de l'Afrique et de la BAD

Les pays non africains s'accordent sur une vision pragmatique de la BAD : une institution moderne, stable, neutre politiquement, et capable de catalyser le développement du continent. Les États-Unis privilégient la rigueur budgétaire et les résultats mesurables, et attendent de la banque qu'elle respecte des standards élevés de gouvernance. Le Japon met l'accent sur la coopération Sud-Sud, en particulier dans les infrastructures vertes et la transition énergétique. La France, très impliquée dans la gouvernance, encourage des projets à impact social et soutient la présence francophone. La Chine, quant à elle, cherche une BAD partenaire de cofinancement, sans confrontation idéologique, mais avec un fort ancrage dans la logistique régionale. Tous reconnaissent la BAD comme un levier important pour stabiliser le continent, y compris dans une logique de prévention des crises migratoires, sanitaires ou sécuritaires.

Comment Sidi Ould Tah est-il perçu par les non-régionaux ?

L'élection de Sidi Ould Tah a suscité une forme de soulagement et d'adhésion tacite chez la plupart des pays non africains. Son profil d'économiste rigoureux, son expérience réussie à la BADEA, sa discrétion médiatique et son absence d'agenda clivant ont été perçus comme des atouts. Il rassure par sa capacité à construire des coalitions, à préserver la crédibilité financière de la banque et à maintenir un dialogue équilibré entre les États membres. Il est vu comme un président capable de respecter les exigences techniques des bailleurs tout en défendant les priorités africaines. Sa posture de neutralité — ni trop aligné sur les intérêts africains radicaux, ni trop dépendant des logiques extérieures — en fait un acteur de confiance pour conduire la BAD à travers une phase de transition stratégique.

Conclusion : vers un rééquilibrage subtil

Les membres non régionaux de la BAD jouent un rôle structurant, mais leur influence appelle aujourd'hui à un rééquilibrage. À mesure que l'Afrique cherche à renforcer sa souveraineté financière et à mobiliser davantage de ressources internes, la dépendance à l'égard des bailleurs non africains pourrait évoluer. L'enjeu des prochaines années ne sera pas d'exclure ces partenaires, mais de renforcer la voix africaine dans les décisions et les priorités de la banque. La présidence de Sidi Ould Tah pourrait ainsi ouvrir une nouvelle phase de coopération plus contractualisée, où l'expertise et le soutien des non-régionaux s'alignent davantage sur les visions stratégiques portées par les pays africains eux-mêmes.

Après l'élection de Sidi Ould Tah : quelle trajectoire pour la Banque africaine de développement ?

Le 29 mai 2025, la Banque africaine de développement (BAD) a tourné une nouvelle page de son histoire avec l'élection de Dr Sidi Ould Tah à sa présidence. Économiste aguerri, rompu aux enjeux du financement du développement, l'ancien directeur général de la BADEA a été porté à la tête de l'institution continentale après trois tours de scrutin, succédant ainsi au Nigérian Akinwumi Adesina. Cette transition ouvre une période stratégique pour la BAD, confrontée à des défis multiples, mais aussi riche d'opportunités nouvelles dans un contexte africain en mutation.

Une institution à un moment-charnière

Créée en 1964, la BAD a connu une évolution notable au fil des décennies, s'imposant comme un acteur majeur du financement des projets structurants en Afrique. Avec un portefeuille de plus de 30 milliards de dollars d'engagements en cours, elle se positionne aujourd'hui comme une institution pivot dans la mobilisation des ressources pour l'infrastructure, l'énergie, l'agriculture, la résilience climatique et l'intégration régionale. Mais elle se trouve aussi à la croisée des chemins. La montée des dettes publiques, l'érosion de l'aide publique au développement, la pression démographique et l'urgence climatique exigent une adaptation

profonde de son modèle d'intervention. Le contexte géopolitique mondial — fragmentation des chaînes de valeur, tensions géostratégiques, reconfiguration des partenariats — appelle une révision des priorités, tant en termes de financement que d'impact.



Le style Sidi Ould Tah : réforme et continuité

Élu avec plus de 76 % des voix au troisième tour, Sidi Ould Tah a su rallier autour de lui une majorité des pays membres africains et non africains. Ce soutien massif traduit une attente forte de réformes et de leadership technique. Durant son passage à la tête de la BADEA, il a piloté une transformation majeure de l'institution : quadruplement de son portefeuille, notation AAA, innovation en matière de financement (eurobond inaugural de 500 millions d'euros), et modernisation de sa gouvernance.

À la BAD, il devrait s'inscrire dans une dynamique similaire. Les premières annonces laissent entrevoir une approche axée sur l'efficacité opérationnelle, la transparence, la régionalisation des interventions et l'amplification de l'effet de levier sur les capitaux privés.

Cinq priorités stratégiques à l'horizon 2030

Sidi Ould Tah devrait rapidement articuler sa vision autour de cinq grandes orientations :

Mobiliser davantage de ressources à travers des mécanismes innovants, notamment via les marchés de capitaux, les partenariats public-privé, et les garanties pour réduire le risque perçu en Afrique.

Renforcer l'empreinte de la BAD sur les projets à fort impact local, en particulier dans les secteurs agricoles, énergétiques, de la santé et des infrastructures numériques.

Faire de la jeunesse et de l'entrepreneuriat un levier de transformation, en soutenant davantage les start-ups, les TPE/PME, et les initiatives de formation technique dans les secteurs porteurs.

Poursuivre la réforme de l'architecture financière africaine, en plaidant pour une meilleure représentation du continent dans

les instances multilatérales, et en appuyant la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Renforcer la résilience climatique du continent, en alignant les financements sur les priorités environnementales et en positionnant la BAD comme une plateforme verte au service des États africains.

Entre attentes politiques et impératifs techniques

L'un des grands défis du nouveau président sera d'articuler ambition politique et rigueur technique. La BAD reste une institution avec un double visage : bras financier mais aussi outil politique. Le consensus autour de sa gouvernance dépendra de sa capacité à délivrer des résultats concrets tout en respectant les équilibres diplomatiques entre États membres.

Par ailleurs, le dialogue avec les autres grandes institutions financières (Banque mondiale, FMI, Banque islamique de développement, etc.) devra être renouvelé à l'aune d'un repositionnement plus souverain de l'Afrique sur les scènes régionales et internationales.

Une présidence à haute responsabilité

Le mandat de Sidi Ould Tah, qui débute officiellement le 1er septembre 2025 pour une durée de cinq ans, intervient à un moment où l'Afrique cherche à reprendre la main sur sa trajectoire de développement. Le nouveau président de la BAD devra à la fois rassurer les bailleurs, inspirer les États membres et rendre visible l'impact concret de chaque dollar investi.

Sa légitimité technique, son enracinement africain et sa connaissance des arcanes du financement multilatéral en font un président attendu, mais aussi exposé. L'Afrique, plus que jamais, a besoin d'une BAD forte, agile, innovante — et engagée au service d'une croissance inclusive et souveraine.

ÉCONOMIE

Economie

Côte d'Ivoire : Abidjan abrite la première Bourse des Matières Premières Agricoles d'Afrique de l'Ouest



La Côte d'Ivoire a franchi une étape majeure dans le développement de son secteur agricole avec l'ouverture officielle de la Bourse des Matières Premières Agricoles (BMPA), une première en Afrique de l'Ouest. Après sept années d'attente depuis son annonce, la BMPA a été symboliquement lancée le 28 mai avec un volume d'échanges de près de 89 tonnes de produits, pour une valeur d'environ 31 millions de francs CFA. La première véritable journée de cotation s'est tenue ce vendredi 30 mai.

Actuellement, la bourse se concentre sur trois produits : la noix brute de cajou, la noix de cola et le maïs. À terme, l'objectif est de fixer les prix selon les lois du marché — offre et demande — à l'échelle nationale, permettant ainsi une meilleure régulation du secteur agricole.

Un système innovant pour les producteurs

Les cultivateurs peuvent désormais livrer leurs stocks aux entrepôts agréés, situés à proximité des zones de production. En échange, ils reçoivent un récépissé qui sert de titre de transaction à la bourse. Raoul-Alex Zouzou, directeur d'ACBH, l'une des trois sociétés de courtage agréées, explique : « Avec ce récépissé, les producteurs peuvent entrer en contact avec les courtiers pour vendre

leur production en ligne. Grâce à la plateforme de la bourse, le courtier, en relation avec des industriels, des transformateurs et des exportateurs, proposera ces produits aux acheteurs. »

Des capacités de stockage renforcées

Les entrepôts agréés offrent une capacité de stockage totale de 500 000 tonnes, un atout considérable pour la gestion des récoltes. Beh Soro, président de l'organisation interprofessionnelle de la filière anacarde, souligne les avantages de ce système : « La production d'anacarde se concentre sur une courte période, ce qui crée une abondance lors de la récolte. Capturer le stock à ce moment-là permet de réguler le marché et de vendre plus tard, lorsque la demande est plus favorable pour le producteur. »

Perspectives d'avenir

À moyen terme, la BMPA ambitionne de faciliter les transactions portant sur 20 à 30 % des productions nationales de noix de cajou brute, de noix de cola et de maïs. Afin de garantir une certaine stabilité, les courtiers ont fixé des limites de variation des cours comprises entre 10 et 15 % par séance. Les cotations se dérouleront du lundi au vendredi, de 10h à midi GMT.

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

MianAgency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**

CONSEILS D'ATHARI



UNE SÉRIE POUR PENSER, STRUCTURER ET TRANSFORMER VOTRE ENTREPRISE

Dans un environnement économique africain en mutation constante, les entrepreneurs, dirigeants de PME, cadres opérationnels et porteurs de projet sont confrontés à des défis multiples : structurer leur croissance, formaliser leurs processus, attirer les bons talents, piloter la performance, ou encore naviguer dans un écosystème où les ressources sont limitées mais les ambitions immenses.

Chez Athari Advisors, nous avons la conviction que le conseil ne doit pas être réservé à une élite, ni exprimé dans un jargon inaccessible. Il doit au contraire éclairer l'action, poser les bonnes questions, et outiller ceux qui font l'économie réelle, jour après jour, dans la complexité du terrain.

C'est dans cet esprit que nous lançons « Conseils d'Athari », une série de chroniques pratiques et stratégiques à destination de ceux qui veulent penser leur entreprise autrement. À travers des sujets concrets — stratégie, organisation, pilotage, leadership, transformation — nous partageons nos analyses, nos retours de terrain, et nos convictions pour aider les entreprises africaines à gagner en clarté, en structure et en impact.

Notre ambition est simple : vous offrir, chaque semaine, un éclairage utile, applicable et ancré dans vos réalités. Parce que les bons conseils ne sont pas ceux qui brillent en théorie, mais ceux qui transforment en profondeur. Bienvenue dans « Conseils d'Athari » — là où l'action rencontre la réflexion.

POURQUOI 90 % DES PME ECHOUENT A SCALER ?



Par
Dr Arnaud N'GORAN

A propos de l'auteur

Le Dr Arnaud N'GORAN possède près de 20 ans d'expérience internationale dans les secteurs de la santé, de l'industrie et du conseil en stratégie et management.

Avant de fonder Athari Advisors en 2022, il a dirigé le cabinet international Dalberg Advisors en tant que Partner & Office Director de 2018 à 2022. En 2023, il a pris la direction Afrique du cabinet britannique Delivery Associates. Arnaud a également travaillé pendant cinq ans chez Deloitte Consulting en tant que Senior Manager, où il était responsable des services de conseil au secteur public et aux donateurs internationaux. Son parcours professionnel l'a conduit à mener des missions clés pour des clients prestigieux tels que la Banque Africaine de Développement, la Banque Européenne d'Investissement, la Banque Islamique de Développement, la Fondation Bill et Melinda Gates, USAID, GIZ, la BCEAO, l'OAPI, le Fonds Africain de Garantie, la Commission de la CEDEAO, l'OMS, GAVI, le Millenium Challenge Corporation (MCC) ainsi que plusieurs gouvernements africains.

Fort de son expérience internationale, qui l'a conduit dans plus de 20 pays dont la France, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Cameroun, la RDC, le Congo Brazzaville, la Guinée, le Kenya, la Tunisie, le Rwanda, le Maroc, les USA, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Corée du Sud, le Togo, le Bénin, le Lesotho, l'Afrique du Sud, l'Éthiopie, la Sierra Leone, le Portugal et le Royaume-Uni, Arnaud a su évoluer dans des environnements multiculturels et interagir avec des équipes multidisciplinaires.

Il est titulaire d'un Doctorat en Chirurgie Dentaire de l'université Félix Houphouet-Boigny d'Abidjan, et d'un Master of Science (MSc) en Management de l'EM Lyon Business School. Il a été membre du Conseil d'Administration du réseau des diplômés de l'EM Lyon Business School, qui compte plus de 32 000 membres à travers le monde, et a dirigé de nombreuses associations telles que le Club d'Affaires Afrique de Paris.

L'expérience d'Arnaud, particulièrement en excellence opérationnelle et en conseil stratégique, fait de lui un leader capable de piloter des transformations et de proposer des solutions sur mesure pour assurer la croissance et le succès durable de ses clients.

Comprendre les freins à la croissance structurelle des petites entreprises africaines

Dans l'écosystème entrepreneurial africain, beaucoup de PME se créent, certaines survivent, mais très peu parviennent à « scaler », c'est-à-dire à passer à l'échelle de manière structurée, durable et rentable. La croissance organique ne suffit pas toujours. Scalabilité implique changement de dimension : plus de clients, plus de collaborateurs, plus de process, et surtout plus de vision.

Alors, pourquoi tant d'entreprises échouent-elles à franchir ce cap ? Voici les principaux obstacles que nous identifions dans notre pratique de conseil.

Une absence de vision stratégique claire

Beaucoup de PME fonctionnent de manière opportuniste : elles réagissent au marché, mais ne l'anticipent pas. La scalabilité exige une vision long terme, déclinée en objectifs précis, chiffrés et datés. Or, dans de nombreuses structures, la stratégie tient encore dans la tête du dirigeant, sans formalisation ni partage avec les équipes. Résultat : chaque croissance est subie, mal préparée, et souvent coûteuse.

Scalabilité = intention stratégique + discipline d'exécution.

Une structure organisationnelle trop artisanale

Grandir exige de déléguer, structurer, formaliser. Pourtant, beaucoup de dirigeants ont du mal à sortir du modèle artisanal : ils veulent tout contrôler, ne documentent pas les procédures, et recrutent « dans l'urgence ». Résultat : une organisation qui repose sur quelques individus clés, sans véritable système reproductible. Or, un business scalable repose avant tout sur des process clairs et duplicables.

Un pilotage financier fragile

L'obsession du chiffre d'affaires masque souvent les faiblesses de la rentabilité. Beaucoup de PME croissent sans maîtriser leur trésorerie, leur seuil de rentabilité ou leur capacité d'autofinancement. Le passage à l'échelle exige un pilotage rigoureux des marges, des cycles d'exploitation, et souvent un accès à du capital patient. Sans cela, l'entreprise risque l'asphyxie en pleine expansion.

Des talents mal alignés avec les ambitions

Scalabilité rime avec compétences. Or, le recrutement stratégique reste l'un des angles morts de nombreuses PME. Le dirigeant recrute sur l'affect ou l'urgence, néglige la montée en compétences, et ne structure ni sa culture d'entreprise, ni ses politiques RH. Une entreprise ne peut croître que si les hommes et les femmes qui la composent grandissent aussi.

Une sous-estimation des enjeux technologiques

Dans un monde digital, ne pas penser technologie, c'est limiter son potentiel. Scalabilité exige des outils : CRM, ERP, plateformes de communication, automatisation... Or, trop de PME restent dans l'informel ou les outils « bricolés ». La tech n'est pas un luxe : elle est le levier de productivité qui permet d'absorber la croissance sans exploser en vol.

Une gouvernance peu professionnalisée

Dans les PME africaines, le dirigeant-fondateur concentre souvent tous les pouvoirs. Cela fonctionne dans la phase de lancement, mais devient un facteur bloquant pour la croissance. Scaler impose d'apprendre à écouter, à se faire challenger, à instaurer des comités, des conseils, des systèmes de redevabilité. La gouvernance, ce n'est pas du formalisme : c'est un outil de solidité.

Un manque de culture de la donnée et de l'analyse

Une entreprise qui scale prend des décisions basées sur des faits, pas sur des intuitions. Cela suppose de collecter, suivre, et interpréter des données : données clients, données financières, données RH. Beaucoup de PME n'ont ni les outils ni la culture pour cela. Elles avancent à l'aveugle, incapables de mesurer ce qui marche vraiment.

En résumé

Scaler, ce n'est pas seulement vendre plus. C'est transformer son modèle pour qu'il devienne extensible, structuré, reproductible. Cela suppose une stratégie claire, des processus solides, une équipe compétente, un pilotage rigoureux et une gouvernance saine.

Chez Athari Advisors, nous pensons que la croissance ne doit pas être un accident heureux, mais une ambition maîtrisée.

Economie



Cinquante ans de la CEDEAO : Les origines d'une union régionale

Le 28 mai 1975 marque une date historique dans les annales de l'Afrique de l'Ouest : quinze pays de la région signent le Traité de Lagos, donnant naissance à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cette initiative, qui a mis près de dix ans à se concrétiser, a été initialement portée par le président libérien William Tubman. Toutefois, c'est grâce à la détermination du général nigérian Yakubu Gowon et du président togolais Gnassingbé Eyadéma que cette vision d'une union économique régionale a pu prendre forme.

Lors de la cérémonie à Lagos, le général Gowon a exprimé sa satisfaction : « C'est un jour mémorable, le résultat d'un effort persistant de la part des dirigeants de tous les coins de l'Afrique de l'Ouest. » Son discours a été écouté avec attention par des figures emblématiques telles que le Premier ministre sénégalais Abdou Diouf, représentant Léopold Sédar Senghor, et le président ivoirien Félix Houphouët-Boigny, aux côtés d'autres chefs d'État de la région.

Entre 1972 et 1975, Gowon et Eyadéma ont sillonné l'Afrique de l'Ouest pour promouvoir le concept d'intégration régionale. Yaouza Ouro Sama, greffier en

chef à la Cour de justice de la CEDEAO, souligne l'importance du Traité de Lagos : « Il a servi de colonne vertébrale à des nations dont l'indépendance était récente. À l'époque, il n'existait aucun cadre permettant de dialoguer et de mutualiser les ressources. »

L'un des acquis majeurs de la CEDEAO a été la libre circulation des personnes, un principe qui, jusqu'aux années 1990, n'était pas encore ancré dans les pratiques des Ouest-Africains. Tony Luka Elumelu, ancien officier d'immigration, se souvient : « La plupart des gens ne se déplaçaient pas avec un passeport, mais avec un document officiel, comme une autorisation fiscale. »

Aujourd'hui, cinquante ans après la signature du Traité de Lagos, la CEDEAO évolue à l'ère numérique. Son fondateur encore vivant, Yakubu Gowon, détient désormais un passeport vert biométrique, symbole d'une région en pleine mutation. La CEDEAO continue de jouer un rôle central dans le développement économique et l'intégration régionale, tout en affrontant les nombreux défis contemporains.

Lire plus : <https://hamanie.news/>

MianAgency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**

SOCIÉTÉ



Santé mentale au travail : décryptages et solutions pour l'Afrique»

La santé mentale au travail est un enjeu devenu incontournable pour les entreprises dans le monde entier.

En Afrique, et particulièrement en Côte d'Ivoire, ce sujet reste pourtant encore largement sous-estimé, souvent relégué au second plan derrière les enjeux de performance, de rentabilité ou de productivité. Pourtant, le bien-être psychologique des collaborateurs est un levier stratégique majeur : il impacte directement la motivation, la créativité, la fidélisation des talents, la qualité du management et, in fine, les résultats économiques. Burn-out, démotivation, stress chronique, isolement en télétravail, charge mentale mal maîtrisée... autant de réalités invisibles qui touchent aujourd'hui de nombreux salariés et dirigeants, souvent sans que les entreprises ne sachent comment les identifier, les prévenir ou les gérer. Le coût humain est considérable, mais les conséquences pour l'organisation le sont tout autant : absentéisme, baisse de la performance collective, turn-over, climat social dégradé.

Chez YODAN, nous sommes convaincus qu'il est urgent de briser le silence et d'accompagner les organisations africaines à mieux intégrer la santé mentale dans leur stratégie de management et de développement.

C'est pourquoi nous lançons cette série éditoriale : «Santé mentale au travail : décryptages et solutions pour l'Afrique».

Chaque épisode de cette série vous apportera des clés de compréhension, des bonnes pratiques et des pistes d'action concrètes adaptées à notre contexte socioculturel.

Notre ambition est simple : contribuer à bâtir des environnements de travail plus sains, plus humains et plus performants, en Côte d'Ivoire comme partout sur le continent.

Bonne lecture, et surtout, n'hésitez pas à engager la discussion avec nous !



POURQUOI LA SANTÉ MENTALE EST LA NOUVELLE FRONTIÈRE DU BIEN-ÊTRE EN ENTREPRISE

Par
Dr Parfait Touré

A propos de l'auteur

Médecin de formation, Dr Parfait Toure a bâti une carrière remarquable au sein de grandes multinationales telles que Sanofi, Novo Nordisk et Novartis.

Fort de cette riche expérience, il a récemment fait un virage audacieux vers l'entrepreneuriat en lançant YODAN, une entreprise innovante dédiée à la santé mentale et au bien-être en entreprise.

Le bien-être en entreprise est devenu, au fil des années, un argument fort pour attirer et fidéliser les talents. Mais ce que beaucoup de dirigeants et responsables de ressources humaines ont longtemps réduit à quelques actions visibles et sympathiques — comme l'installation de salles de sport, l'organisation d'activités de team building, la distribution de paniers de fruits ou encore la mise en place de «journées bien-être» — montre aujourd'hui ses limites.

En réalité, ces actions, bien qu'appréciées, restent superficielles si elles ne s'attaquent pas à ce qui constitue le socle même du bien-être des collaborateurs : leur santé mentale. La crise du COVID-19 a agi comme un puissant révélateur, en bouleversant nos repères professionnels. La généralisation soudaine du télétravail, l'isolement, la surcharge de travail, l'incertitude économique, la peur du licenciement et, pour certains, le sentiment de perte de sens dans leurs

Dans un contexte où la santé mentale reste un enjeu encore peu pris en compte sur le continent africain, YODAN ambitionne de changer la donne en apportant des solutions concrètes et adaptées aux réalités des entreprises et organisations locales.

Grâce à une approche combinant expertise scientifique, innovation digitale et accompagnement stratégique, l'entreprise se positionne comme un acteur majeur du secteur.

missions, ont mis en lumière une réalité souvent ignorée : derrière les performances affichées se cache parfois une détresse psychologique profonde. Cette détresse peut se manifester sous des formes variées : anxiété chronique, stress permanent, troubles du sommeil, épuisement professionnel, voire dépression. Autant de signes que les entreprises, en Afrique comme ailleurs, commencent à peine à reconnaître et à intégrer dans leur stratégie de management.

La santé mentale au travail est pourtant un levier stratégique majeur. Elle est directement liée à l'engagement des collaborateurs, à leur motivation, à leur créativité et, in fine, à la performance globale de l'organisation. Des collaborateurs psychologiquement épuisés ou démotivés ne peuvent pas donner le meilleur d'eux-mêmes, quelles que soient les incitations extérieures.

Ils risquent de s'absenter plus souvent, de perdre leur efficacité, ou de quitter l'entreprise à la recherche d'un environnement plus sain.

Cette réalité, bien qu'encore peu documentée par des données chiffrées en Afrique de l'Ouest, est pourtant perceptible sur le terrain. De nombreuses entreprises ivoiriennes font face à des vagues silencieuses d'absentéisme, à des cas de burn-out non déclarés, ou à une démobilisation progressive des équipes qui se traduit par une baisse de la productivité et une détérioration du climat social.

À l'échelle mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que la dépression et les troubles anxieux coûtent chaque année plus de 1 000 milliards de dollars en perte de productivité. Si ce chiffre concerne principalement les économies industrialisées où les études sont mieux documentées, il serait naïf de croire que les entreprises africaines sont épargnées. Au contraire, les défis économiques, les pressions du marché, l'absence d'une culture du dialogue social et la stigmatisation des questions de santé mentale aggravent souvent la situation sur le continent.

La santé mentale en Afrique est d'autant plus un enjeu critique qu'elle reste largement taboue. Nombreux sont les salariés qui n'osent pas parler de leur mal-être par peur d'être jugés faibles, incompetents ou non professionnels. Cette culture du silence aggrave les situations, en repoussant le moment où des actions préventives ou curatives pourraient être mises en place.

Pourtant, il est aujourd'hui démontré qu'une organisation qui investit dans la santé mentale de ses équipes en tire des bénéfices tangibles, à la fois humains et économiques. La qualité du climat social, la réduction du stress au travail, la gestion des conflits, la fidélisation des talents, ou encore la capacité d'innovation collective sont toutes directement liées à la qualité de vie psychologique au sein de l'entreprise. Ce n'est donc pas une simple question de bienveillance, mais bien une décision stratégique qui conditionne la capacité des entreprises à rester performantes et attractives dans un environnement de plus en plus compétitif.

En Afrique, les entreprises font face à une double urgence. La première est celle de sortir du tabou culturel qui entoure encore largement les questions de santé mentale. Il est nécessaire de déconstruire les idées reçues qui associent le mal-être psychologique à une faiblesse personnelle ou à une question strictement privée. La santé mentale, tout comme la santé physique, est une responsabilité collective qui engage l'organisation dans son ensemble : direction, managers, ressources humaines, et salariés. La seconde urgence est d'agir concrètement en intégrant la santé mentale dans les politiques de gestion des ressources humaines. Il ne s'agit pas de multiplier les actions symboliques, mais de mettre en place de véritables dispositifs d'écoute, de prévention, de formation et d'accompagnement. Concrètement, cela commence par la sensibilisation des équipes et des managers à la reconnaissance des signaux faibles : fatigue chronique, repli sur soi, irritabilité, baisse de motivation, désengagement. Ces signes doivent être perçus non comme des faiblesses individuelles à sanctionner, mais comme des alertes collectives à prendre en compte pour ajuster l'organisation du travail, les objectifs, les méthodes de management et les conditions de travail. Cela passe aussi par la mise en place de dispositifs d'accompagnement, qu'il s'agisse de cellules d'écoute internes, de partenariats avec des psychologues ou des coachs spécialisés, ou encore de politiques de gestion du stress adaptées aux réalités culturelles et économiques locales.

Chez YODAN, nous sommes convaincus que la santé mentale est la nouvelle frontière du bien-être en entreprise. Une frontière que les organisations africaines, et ivoiriennes en particulier, doivent franchir dès maintenant pour assurer leur avenir.

C'est pourquoi nous proposons d'accompagner les entreprises dans cette transformation culturelle et organisationnelle. Nous croyons qu'une entreprise qui prend soin de la santé mentale de ses équipes est une entreprise qui se donne les moyens de réussir durablement. Investir dans la santé mentale, c'est investir dans l'humain. Et investir dans l'humain, c'est investir dans la performance de demain.

Société

Burkina Faso : Le gouvernement instaure une immersion patriotique obligatoire pour les élèves

Le gouvernement burkinabè a récemment annoncé la mise en place d'une « immersion patriotique obligatoire » pour tous les élèves admis aux différents examens scolaires. Cette initiative vise à leur transmettre des valeurs civiques et patriotiques. Dans un premier temps, elle sera appliquée à titre pilote et concernera les nouveaux bacheliers de cette année.

Boubakar Savadogo, ministre de l'Enseignement secondaire, a tenu à rassurer les élèves réunis à Ouagadougou, précisant que cette immersion n'est « ni une punition, ni une formation militaire ». Il a également souligné que les participants ne seront pas formés pour devenir Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP).

Au cours de cette immersion, les élèves recevront une formation à la fois théorique et physique, dispensée dans des établissements scolaires.



Les enseignements porteront sur des thématiques essentielles telles que la Nation, le vivre-ensemble, les valeurs civiques, les comportements propices au développement ainsi que les relations internationales. L'objectif est de préparer les jeunes à leur insertion dans la vie active avec une vision structurée et des repères solides, conformément à la volonté exprimée par le capitaine Ibrahim Traoré.

Les participants devront également s'approprier les orientations idéologiques du pays et apprendre à les défendre, tout en développant une vigilance face aux

fausses informations. À l'issue de cette immersion, chaque élève recevra un certificat, document exigé pour l'inscription à l'université. Le ministre a par ailleurs averti que les élèves refusant de se soumettre à cette mesure pourraient faire l'objet de poursuites judiciaires. Cette décision, qui suscite d'ores et déjà des réactions contrastées, marque une étape significative dans la volonté du gouvernement de renforcer le sentiment patriotique et d'éduquer les jeunes générations aux fondements de la nation burkinabè.

MianAgency

**SERVICES DE
RELATIONS
PUBLIQUES ET
COMMUNICATION**

Mian Media

Inform & Engage Africa



Hamaniè

Contactez-nous



emmanuel.mian@mianmedia.com



(+33) 7 55 89 00 81



(+225) 07 08 734 964

Suivez nous sur :



Visitez le site internet
www.mianmedia.com